- Le ministère israélien des Affaires de la diaspora a vérifié de nombreuses données de l’ONU sur la guerre de Gaza.
- En conclusion, l’ONU reprend continuellement des données du Hamas et les diffuse comme ses propres informations sans en citer la source.
- Un examen attentif de ces informations montre qu’elles sont souvent fausses, contradictoires et trompeuses.
- Dans toutes les déclarations erronées faites par l’ONU, c’est toujours Israël qui en fait les frais.
- L’ONU est ainsi la principale responsable de l’atteinte à la réputation d’Israël lors de la guerre de Gaza.

Par David Spuler

Une nouvelle analyse du ministère israélien de la Diaspora parvient à un constat accablant : pendant la guerre de Gaza, l’ONU a continuellement repris des informations non vérifiées de sources contrôlées par le Hamas et leur a donné une crédibilité internationale par le biais de ses propres rapports, bases de données et déclarations. Le rapport « Laundering Propaganda » ne décrit pas un échec de communication isolé, mais un modèle continu – manifestement motivé par des raisons politiques – de l’ONU dans ses prises de position sur le conflit de Gaza :

Le cœur de l’accusation est ce que l’on appelle le « blanchiment de données ». Le Bureau de coordination humanitaire de l’ONU (OCHA) reprend par exemple les chiffres des victimes du ministère de la Santé de Gaza (MoH) sans révéler suffisamment que cette source est contrôlée par le Hamas. Au lieu de cela, les « chiffres du MoH de Gaza » deviennent des « chiffres de l’ONU » via OCHA et d’autres agences de l’ONU. Cela rend les chiffres des victimes plus neutres et plus crédibles qu’ils ne le sont en réalité. En effet, ils sont diffusés par l’ONU sans vérification indépendante préalable.

Femmes tuées : L’ONU se contredit avec ses chiffres

Les données fournies par l’ONU sur les victimes femmes et enfants montrent par exemple à quel point ces chiffres sont peu crédibles. Ainsi, les anciennes statistiques de l’OCHA indiquent un nombre total de victimes féminines plus élevé en avril 2024 qu’en avril 2025, soit une année de guerre plus tard. Les chiffres de l’ONU ne sont pas non plus crédibles en ce qui concerne les enfants tués, car ils indiquent que pratiquement aucun enfant n’a été tué entre mars 2024 et mars 2025, bien que la guerre ait continué. Le rapport cite de nombreux autres exemples qui démontrent la fausseté des chiffres publiés par l’ONU et ses principaux collaborateurs :

- En novembre 2023, Martin Griffiths, alors coordinateur des secours d’urgence de l’ONU, a déclaré à la chaîne américaine CNN que le nombre d’enfants victimes était erroné et surestimé.
- L’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) et le Fonds des Nations unies pour l’enfance (UNICEF) ont accusé Israël de mener une « guerre contre les enfants (war on children) », en se basant sur les chiffres du Hamas.
- La directrice de l’UNICEF, Catherine Russell, a refusé de vérifier elle-même les faits, mais a qualifié d' »obscènes » les critiques formulées à l’encontre des enquêtes.
- A l’hôpital Al-Ahli, les agences de l’ONU ont rapidement diffusé l’affirmation d’une attaque israélienne ayant fait 500, puis 471 morts, et ont qualifié l’incident de « crime against humanity – crime contre l’humanité ».
- Il s’est avéré par la suite qu’un missile mal dirigé de l’organisation terroriste Djihad islamique avait touché l’hôpital et qu’il y avait eu beaucoup moins de victimes.

- Malgré cela, l’Organisation mondiale de la santé (OMS) répertorie toujours l’incident de l’hôpital Al-Ahli dans sa base de données comme une « attaque contre des établissements de santé » et mentionne 471 morts comme « confirmés ».
- Ces fausses déclarations continuent également d’être utilisées dans les briefings de l’OMS et les discours du Conseil de sécurité.

L’ONU a transformé des logements « endommagés » en logements « détruits ».

Selon l’analyse du ministère de la Diaspora, l’ONU a également délibérément mal reflété la réalité en ce qui concerne la destruction de logements, incriminant ainsi Israël. Ainsi, le Bureau de coordination humanitaire de l’ONU (OCHA) a écrit dans son rapport que 45% des maisons à Gaza avaient été « endommagées ou détruites ». Le fait que ces chiffres proviennent du ministère de la Construction à Gaza, contrôlé par le Hamas, et qu’ils n’ont pas été vérifiés, a été passé sous silence. Au lieu de cela, l’OCHA/ONU a été cité comme source.

Les chiffres eux-mêmes, donnés par OCHA, étaient contradictoires. Dans un premier temps, l’organisation onusienne a affirmé que le chiffre de « 45% » se référait à 177 781 unités d’habitation, mais par la suite, les « 45% » faisaient référence à 260 000 maisons.

Plus grave encore, alors que le chiffre de 45% désignait initialement les maisons « endommagées ou détruites », l’ONU n’a plus parlé par la suite que de maisons « détruites ». En réalité, seuls 9% à 15% des maisons ont été détruites, les 30% à 36% restants étant simplement endommagées.

L’ONU passe largement sous silence le fait que son propre programme d’analyse par satellite (UNOSAT) a fourni des chiffres de destruction encore plus bas, qui contredisent les données du Bureau de coordination humanitaire de l’ONU (OCHA). Au lieu de cela, elle continue d’utiliser les chiffres erronés et bien trop élevés d’OCHA. Natalie Boucly, la commissaire générale adjointe de l’ONU, a ainsi construit sur cette base l’accusation selon laquelle Israël commettrait un « domicide ».

Informations trompeuses sur les livraisons d’aide humanitaire

L’analyse se concentre également sur les données relatives aux livraisons d’aide. En mai 2024, l’ONU a annoncé que les livraisons d’aide au point de passage de Rafah vers Gaza avaient chuté de deux tiers. Sur cette base, la Cour pénale internationale (CPI) a accusé Israël de « famine comme méthode de guerre ». Les médias se sont également emparés de ce récit.

Par la suite, l’OCHA a tranquillement corrigé le nombre de transports par camion effectués en mai 2024, le faisant passer de 2 713 à 4 202 camions – sans, bien sûr, rendre publique l’erreur précédente. Selon l’autorité de coordination israélienne COGAT, il s’agissait même de 6’297 livraisons. En effet, ses chiffres incluent également les livraisons de carburant ainsi que celles effectuées par des organisations non gouvernementales (ONG) et par des camions commerciaux.

L’agence onusienne OCHA a exclu ces livraisons d’aide de ses statistiques – mais elle ne l’a pas fait. Elle a ainsi donné la fausse impression que ses chiffres de livraison correspondaient à l’approvisionnement total, alors qu’en réalité, les livraisons totales d’aide étaient bien plus élevées. En fait, entre mai et septembre 2024, le nombre total de livraisons de biens à Gaza a été supérieur de 135% à ce qu’OCHA a déclaré dans ses statistiques.

L’ONU, acteur de la guerre de l’information – aux côtés du Hamas

La nouvelle analyse critique tout particulièrement les déclarations médiatiques des représentants de l’ONU, qui sont toujours exacerbées de manière négative pour Israël. Par exemple, en mai 2025, le chef de l’OCHA, Tom Fletcher, a averti que « 14 000 bébés mourront dans les prochaines 48 heures » si la situation ne s’améliorait pas considérablement et immédiatement. Cette déclaration était basée sur une projection de l’Integrated Food Security Phase Classification (IPC). Premièrement, il ne s’agissait pas de 14 100 « décès », mais de « cas de malnutrition ». Deuxièmement, la projection portait sur une année et non sur les « prochaines 48 heures ». Troisièmement, la projection concernait les enfants de moins de cinq ans et pas seulement les bébés.

L’analyse cite encore de nombreux autres exemples dans lesquels l’ONU et ses sous-organisations telles que l’UNICEF, l’OMS et l’UNRWA, souvent représentées par leurs dirigeants, ont manipulé les chiffres pendant la guerre de Gaza ou ont tout simplement utilisé des chiffres erronés. Ces informations erronées de l’ONU n’ont toujours qu’un seul point commun : elles diabolisent Israël. Et avec succès. Car non seulement les médias internationaux ont repris leurs données sans les vérifier, mais

l’Union européenne (UE) fait de même, par exemple dans un rapport de novembre 2024.

Dans l’ensemble, l’analyse du ministère israélien de la diaspora dresse un tableau accablant de la manière dont les données de l’organisation terroriste Hamas sont reprises sans vérification par l’ONU et ses organisations subsidiaires et diffusées comme leurs propres chiffres afin de leur conférer une certaine crédibilité. Au lieu de se concentrer sur sa mission d’aide humanitaire, l’ONU s’est ainsi transformée en acteur important de la guerre de l’information à Gaza. Du côté du Hamas et contre Israël.

Cliquez ici pour accéder à l’analyse complète